

**COMPTE-RENDU DE LA RENCONTRE
ENTRE LA DELEGATION D'AGENTS DU 2ème Arrdt
ET JACQUES BOUTAULT, MAIRE DU 2ème**

Dans la continuité des actions nationales et locales menées depuis plusieurs mois (grèves, manifestations, blocages de sites, courriers adressés aux élu.es, rencontres avec les maires lors du congrès des maires de France), pour lutter contre le plan Darmanin, une **délégation de 18 agent.es** travaillant dans les quatre sites **du 2ème arrondissement** (sites Banque, Réaumur, Notre-Dame-des-Victoires, Uzès), accompagnés par l'intersyndicale parisienne Solidaires, CGT et FO, a rencontré le 21/11/2019 le maire d'arrondissement Jacques BOUTAULT, accompagné de sa directrice de cabinet.

Après avoir rappelé le nombre de suppressions d'emplois au niveau national et sur la DRFIP 75, nous avons alerté le maire sur les dangers de la mise en œuvre du plan Darmanin, en insistant notamment sur la restructuration des services, la réception des usagers, sur le transfert du numéraire chez les buralistes. Nous avons évoqué le leurre que constituent les Maisons France Service. Nous avons soutenu la nécessité de maintenir des services de proximité de pleine compétence recevant sans rendez-vous.

Nous avons aussi alerté le maire sur les projets de « démétropolisation » qui affecteraient directement les services parisiens et qui auraient des impacts très importants

- sur la vie économique locale : nous avons indiqué au maire que plus de 1 000 agent.es des finances publiques (sur les 4 800 agents parisiens) travaillent dans le 2ème arrondissement
- sur la relation DGFIP-usagers, car le ministre souhaite « *désintoxiquer les usagers des guichets* ».

Nous avons également informé le maire que les vœux du PCF et de la France Insoumise s'opposant au plan Darmanin ont été adoptés par le Conseil de Paris à la mi-novembre.

Nous avons également appelé son attention sur les missions exercées par la DRFIP parisienne (site Réaumur) auprès de la mairie de Paris en tant que comptable publique de la collectivité locale, missions qui seraient menacées par la possible mise en place d'une agence comptable, qui représenterait la fin de la séparation ordonnateur - comptable.

M. BOUTAULT s'est montré très attentif et très sensible à nos arguments. Il partage la totalité de nos préoccupations. Il a estimé ne pas avoir été suffisamment informé, en tant qu'élu local, des réformes en cours. Il s'est montré particulièrement préoccupé par les dangers que représentent la perte d'emplois publics (avec ses *conséquences sur la vie économique locale*), les transferts de missions, la dégradation des conditions d'accueil des usagers et le *manque de contrôle des établissements*.

Soucieux du traitement équitable de ses administré.es, M. le maire s'est également inquiété des conséquences de la réforme à l'égard des acteurs économiques (tels les très nombreux auto-entrepreneurs), qui *risquent d'être démunis et de se trouver dans une situation difficile*.

M. BOUTAULT a précisé que le 2ème arrondissement accueille 20 000 habitant.es, 60 000 salarié.es qui y travaillent et 130 000 visiteurs par an. Il défend la présence des services publics, *essentiels au vivre ensemble*, et le maintien de leurs missions. Il regrette profondément *l'affaiblissement de la puissance publique voulue par le ministre*.

M. le maire a déclaré vouloir *porter le drapeau de notre cause*. Pour cela, il **s'est engagé à interpeller le Directeur régional, M. Mariel**, afin de s'entretenir avec lui et de demander le maintien des services des finances publiques dans l'arrondissement. Il s'est également **engagé à écrire au ministre DARMANIN** pour lui demander le plan de restructuration des services parisiens.

Ensemble, continuons la lutte pour le retrait du plan Darmanin !